

**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**  
**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions**  
**- TPSGC**  
**11 Laurier St. / 11, rue Laurier**  
**Place du Portage, Phase III**  
**Core 0A1 / Noyau 0A1**  
**Gatineau**  
**Quebec**  
**K1A 0S5**  
**Bid Fax: (819) 997-9776**

**SOLICITATION AMENDMENT**  
**MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**  
**Raison sociale et adresse du**  
**fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**  
Network and Satellite Services Division / Division des  
services de satellite et de réseaux  
11 Laurier St. / 11, rue Laurier  
Place du Portage, Phase III, 4C2  
Gatineau  
Quebec  
K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> ICSS FOR NCR		
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> 2B0KB-130262/A		<b>Amendment No. - N° modif.</b> 004
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> 20130262		<b>Date</b> 2012-06-26
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$EO-017-24526		
<b>File No. - N° de dossier</b> 017eo.2B0KB-130262	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>	
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2012-07-16</b>		<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Daylight Saving Time EDT
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>		
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> St-Onge, Josée		<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 017eo
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (819) 956-0576 ( )		<b>FAX No. - N° de FAX</b> (819) 934-1411
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>		

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

---

## MODIFICATION À L'INVITATION 004

### *Questions et réponses*

#### **Question n° 16**

Le tableau de référence actuel présenté au Formulaire 6 fait état d'une architecture répartie. Les architectures de téléphonie IP sont présentement centralisées et ne nécessitent qu'un nombre très faible d'autocommutateurs privés (PBX) : il n'en faut souvent qu'un seul. La Couronne peut-elle envisager de modifier les exigences de référence afin qu'elles reflètent le nombre total d'utilisateurs (soit jusqu'à 5 000) qui se trouveront à des emplacements différents?

#### **Réponse n° 16**

L'exigence demeure tel que mentionné dans le Formulaire 6A, item D. Par contre, le Canada accepte que les utilisateurs (1000 ou plus), desservi par chaque auto commutateur, peuvent être localisé dans un ou plusieurs édifices.

#### **Question n° 17**

La Couronne peut-elle préciser si les indications fournies à titre de référence dans le Formulaire 6 peuvent s'appliquer si divers clients offrent tous une partie de la solution présentée à titre de référence?

#### **Réponse n° 17**

*La réponse de la question no.17 sera répondue dans la prochaine modification à l'invitation.*

#### **Question n° 18**

Demande de propositions, annexe B6, Guide pour le classeur des prix, section 2.4 :

Le Guide pour le classeur des prix énonce l'exigence suivante : « Le soumissionnaire doit saisir toutes les composantes matérielles et logiciels sous licence qui sont requis afin de rencontrer les besoins identifiés dans chaque feuille de calcul de la catégorie Évaluation des produits de réseau. »

a) Le Canada peut-il indiquer si les licences d'utilisateurs sont considérées comme des composantes matérielles ou comme des logiciels dans le cadre de ce contrat?

---

**Réponse n° 18**

Dans la cadre de ce contrat, la licence d'utilisateur est classifiée comme étant un logiciel.

**Question n° 19**

Demande de propositions, annexe B6, Guide pour le classeur des prix, section 2.3 c) et d) :

La demande de propositions indique que chacune des composantes des prix du Plan de maintenance en soutien logiciel et du Plan de maintenance sur place seront calculées comme un pourcentage de la liste de prix du manufacturier pour ce produit. La feuille de calcul est conçue de telle sorte que le même pourcentage doit être utilisé pour toutes les composants du même manufacturier, ce qui oblige les soumissionnaires à suivre un modèle de tarification de la maintenance très linéaire, et ce pour l'ensemble des composantes. Certaines composantes qui doivent faire partie de la liste de prix ne comprennent pas de frais de maintenance ou ont des valeurs relatives différentes en ce qui concerne la maintenance. Ce modèle linéaire incitera certainement les soumissionnaires à inclure des frais de maintenance qui, autrement, n'augmenteraient pas nécessairement la valeur totale et le prix de la soumission présentée à la Couronne.

La Couronne peut-elle considérer la possibilité de revoir le modèle financier afin de permettre aux soumissionnaires de proposer des tarifs de maintenance différents selon le type de pièces, ou d'autoriser un fournisseur à proposer plusieurs catégories de pièces?

**Réponse n° 19**

Le Canada demande que les soumissionnaires complètent l'annexe B suivant les normes spécifiés dans le Guide pour le classeur des prix. Le contenu de la demande de soumission, annexe B6, Guide pour le classeur des prix; Section 2.3 (c) et (d) demeure inchangé.

**Question n° 20**

Annexe B6, Guide pour le classeur de prix, section 2.3 d) :

Le paragraphe d) énonce ce qui suit : « pour calculer le prix mensuel applicable du Plan de maintenance sur place qui sera facturé, après la fin de la période de garantie des composantes, pour chaque composante logicielle achetée dans le cadre du contrat. »

Le Canada peut-il confirmer que le facteur décrit au paragraphe d) ne s'appliquera qu'aux composantes matérielles, et non aux logiciels?

## Réponse n° 20

Le Canada confirme que le calcul du prix mensuel du service de maintenance de matériel sur place, tel décrit dans la section 2.3 d) du Guide pour le classeur des prix, s'applique aux composants matériels.

*À l'annexe B6 - Cahier de guide de prix, section 2.3 d) est modifié comme suit:*

### SUPPRIMÉ

- d) % du prix unitaire de la LPM réduit utilisé pour calculer le prix unitaire ferme mensuel total du PMP-1 : facteur qui sera appliqué aux prix des composantes du FEO et/ou du FLSL (avant l'application du % de rabais de la LPM) pour calculer le prix mensuel applicable du Plan de maintenance sur place qui sera facturé, après la fin de la période de garantie des composantes, pour chaque composante logicielle achetée dans le cadre du contrat. Le soumissionnaire doit saisir un facteur pour chaque année d'option, c.-à-d., Année d'option 1, Année d'option 2 et Année d'option 3. Il n'y a rien à saisir pour la période initiale du contrat puisque toutes les composantes seront garanties pendant un an;

### INSÉRÉ

- d) % du prix unitaire de la LPM réduit utilisé pour calculer le prix unitaire ferme mensuel total du PMP-1 : facteur qui sera appliqué aux prix des composantes du FEO et/ou du FLSL (avant l'application du % de rabais de la LPM) pour calculer le prix mensuel applicable du Plan de maintenance sur place qui sera facturé, après la fin de la période de garantie des composantes, pour chaque composante **matériel** achetée dans le cadre du contrat. Le soumissionnaire doit saisir un facteur pour chaque année d'option, c.-à-d., Année d'option 1, Année d'option 2 et Année d'option 3. Il n'y a rien à saisir pour la période initiale du contrat puisque toutes les composantes seront garanties pendant un an;

## Question n° 21

Formulaire 1 de la DP – Formulaire de présentation de la soumission:

Le Canada peut-il confirmer que le terme soumissionnaire désigne le fournisseur de services ou l'entrepreneur qui soumet le Formulaire 1 : Formulaire de présentation de la soumission, et ne s'applique pas au fabricant original du matériel proposé?

### Réponse n° 21

Conformément au paragraphe 04 des Instructions uniformisées 2003 (2012-03-02) – biens ou services – besoins concurrentiels :

04 Définition de soumissionnaire :

Le terme « soumissionnaire » désigne la personne ou l'entité (ou dans le cas d'une coentreprise, les personnes ou les entités) qui dépose une soumission pour l'exécution d'un contrat de biens, de services ou les deux. Le terme ne comprend pas la société mère, les filiales ou autres affiliées du soumissionnaire, ni ses sous-traitants.

Ainsi, le soumissionnaire est la personne qui donne son autorisation et soumet le Formulaire 1 : Formulaire de présentation de la soumission.

### Question n° 22

Le Canada peut-il indiquer si les soumissionnaires sont tenus de soumettre une réponse conforme pour chacune des trois classifications d'autocommutateurs privés pour que leur candidature soit retenue, c'est-à-dire que la classe 1, la classe 2 et la classe 3 d'autocommutateurs privés seraient considérées comme un seul marché? Est-il possible que des soumissionnaires différents soient retenus pour des catégories différentes?

### Réponse n° 22

Le Canada confirme que les soumissionnaires doivent soumettre une réponse conforme pour chaque classe d'autocommutateur VoIP i.e. Classe 1, classe 2 et classe 3.

### Question n° 23

Si les trois classes sont traitées comme un seul marché, le Canada peut-il confirmer que les trois classes doivent être interopérables et présentés un haut degré d'interfonctionnement?

### Réponse n° 23

Les trois classes d'autocommutateur VoIP doivent rencontrer les exigences mentionnées dans à l'annexe A - Énoncé des travaux.

---

**Question n° 24**

Est-ce qu'une préférence ou des points additionnels seront accordés au soumissionnaire qui est en mesure de présenter un seul produit capable de répondre de façon égale aux exigences des trois classes?

**Réponse n° 24**

Non. Les soumissionnaires devraient se référer à la Partie 4 de la Demande de Propositions pour les détails spécifiques sur les procédures d'évaluation et méthode de sélection.

**Question n° 25**

Formulaire 6A – Coordonnées de la personne référence du client :

Veuillez confirmer que les éléments A et B du Formulaire 6A, Coordonnées de la personne référence du client, sont propres aux besoins des clients et qu'il est nécessaire de citer le nom d'un client à titre de référence. Veuillez aussi confirmer que les éléments C et D sont propres à l'entreprise et qu'ils ne s'appliquent pas qu'à un seul client; ainsi, les soumissionnaires doivent faire la démonstration de l'expérience acquise par leur entreprise, ce qui pourrait nécessiter l'inclusion des noms de plusieurs clients.

**Réponse n° 25**

*La réponse de la question no.25 sera répondue dans la prochaine modification à l'invitation.*

**Question n° 26**

Formulaire 7 – Attestation d'origine du matériel et du logiciel:

Veuillez confirmer que le Formulaire 7, Attestation d'origine du matériel et du logiciel, ne s'applique seulement qu'aux composantes du système principal et non aux éléments tels que les systèmes d'alimentation sans coupure, les ensembles et autres.

**Réponse n° 26**

Le Canada confirme que le Formulaire 7 s'applique à tous les produits réseaux spécifiés dans le contrat, incluant les systèmes d'alimentation sans coupure (ASC) et les appareils d'utilisateurs.

---

**Question n° 27**

Nous avons révisé la notion de contenu canadien conformément à la définition présentée dans le document A3050T. Cette définition varie en fonction des biens achetés. On y fait référence aux programmes MERIT et CERCLE Canada pour les groupes 36, 70 et 74 de la classification fédérale des approvisionnements. Services partagés Canada peut-il indiquer à quel groupe de la classification fédérale des approvisionnements la présente demande de soumissions correspond?

**Réponse n° 27**

*La réponse de la question no.27 sera répondue dans la prochaine modification à l'invitation.*

**Question n° 28**

Section 20.3, paragraphe (504) : « L'emploi de ce procédé obligatoire force les téléphones logiciels du VLAN de type données à s'authentifier auprès du pare-feu, fourni par le Canada, compatible avec la voix en échangeant des certificats. Une fois l'authentification effectuée, la signalisation du serveur d'appels doit traverser le pare-feu en mode TLS (protocole de sécurité de la couche transport), et le flux d'information doit traverser le pare-feu compatible avec la voix en mode SRTP (protocole de transport sécurisé en temps réel). »

Les certificats nécessaires dans le cadre de la méthodologie « pare-feu compatible avec la voix » doivent-ils être signés ou approuvés par l'infrastructure à clés publiques (ICP) Entrust, conformément à la norme établie par Services partagés Canada?

**Réponse n° 28**

*La réponse de la question no.28 sera répondue dans la prochaine modification à l'invitation.*

**Question n° 29**

Exigence (329) : « L'autocommutateur privé doit permettre au centre de prise d'appels pour la sécurité du public de rappeler l'appareil utilisateur d'où provenait l'appel d'urgence (911) en cas d'interruption. »

Le Canada exige-t-il que le centre de prise d'appels pour la sécurité du public rappelle directement l'appareil utilisateur d'où provenait l'appel d'urgence dans les cas où l'on a habituellement recours au système de réception automatique pour joindre l'appareil utilisateur?

---

**Réponse n° 29**

Dans l'hypothèse que la question du soumissionnaire ce réfère à l'item 333 de l'annexe A, le Canada confirme que le rappel du centre de sécurité du public doit rejoindre l'appareil d'utilisateur directement lorsque la fonction de réception automatique est normalement en fonction pour contacter l'appareil d'utilisateur.

**Question n° 30**

Exigence (317) : « Les produits réseau IP doivent pouvoir utiliser les certificats numériques X.509v3. » Services partagés Canada exige-t-il que l'on intègre ces certificats au certificat Entrust actuel?

**Réponse n° 30**

*La réponse de la question no.30 sera répondue dans la prochaine modification à l'invitation.*